

Le racisme d'État tue
Violences policières
Chasse aux Sans Papiers
aux Migrant.e.s...
MARCHE DES SOLIDARITÉS
Samedi 17 Mars 2018 À 14H
D'Opéra À Stalingrad
PARIS

Vérité – Justice – Mémoire – Dignité – Liberté – Égalité

15 mars, JOURNÉE INTERNATIONALE CONTRE LES VIOLENCES POLICIÈRES &
21 mars, JOURNÉE INTERNATIONALE POUR L'ÉLIMINATION DE LA DISCRIMINATION RACIALE

**FACE À LA MULTIPLICATION DES VIOLENCES POLICIÈRES, FACE À
L'AUGMENTATION DU NOMBRE DE MORTS ;**

**FACE À LA CHASSE, L'HUMILIATION, LE MÉPRIS dont sont victimes les noir.e.s, les arabes,
les rrom, les migrant.e.s, les musulman.e.s, les jeunes et tou.te.s ceux et celles qui protestent et
résistent ;**

NOUS, FAMILLES DES VICTIMES TUÉES, VIOLÉES, MUTILÉES, BLESSÉES ;

NOUS, MIGRANT.E.S CHASSÉ.E.S, TORTURÉ.E.S, TRAUMATISÉ.E.S, HARCELÉ.E.S ;

**NOUS, IMMIGRÉ.E.S HUMILIÉ.E.S AU QUOTIDIEN PAR LES FORCES DE L'ORDRE ET
PAR LES RESPONSABLES DE L'ÉTAT ;**

**NOUS APPELONS À LA MOBILISATION GÉNÉRALE CONTRE L'IMPUNITÉ, POUR LA
MÉMOIRE DES DÉFUNTS, CONTRE TOUTES LES DISCRIMINATIONS, POUR UNE
SOCIÉTÉ CONSTRUITE SUR LA JUSTICE, LA VÉRITÉ ET LA DIGNITÉ DE TOU.T.E.S !**

- **POUR QUE SOIT RECONNUE** l'ampleur des discriminations exercées dans tous les domaines sur la base de l'origine et de la couleur : santé, emploi, logement, éducation...
- **POUR LUTTER CONTRE** le ciblage de la jeunesse et les quartiers populaires dans les médias et la discrimination au faciès par la police, la justice et le système carcéral.
- **POUR METTRE FIN** à la politique d'un État colonial qui fait la guerre, qui refuse d'assumer son histoire et le droit des peuples à l'auto-détermination, qui gomme dans l'enseignement les résistances au colonialisme, les apports culturels et techniques des peuples non-européens et de leurs descendant.e.s, et qui soutient sans faille les dictatures et bourreaux du monde, pour peu qu'ils soient « de bons clients » des industries françaises !
- **POUR COMBATTRE** le harcèlement raciste et la répression du pouvoir, l'acharnement politique visant à déshumaniser, écraser les migrant.e.s économiques et politiques qui arrivent dans notre pays.

NOUS APPELONS À CONSTRUIRE UN FRONT ANTIRACISTE, qui puisse, au-delà de cette manifestation, résister aux politiques sécuritaires et identitaires, et construire des réponses politiques et économiques.

NON A L'IMPUNITÉ DE LA POLICE !!!

- enquêtes sur les crimes policiers par des instances civiles et indépendantes,
- de véritables sanctions contre les bourreaux en uniforme,
- fin de la complicité entre police et justice, fin de la fabrique du non-lieu,
- désarmement de la police et démilitarisation du maintien de l'ordre,
- interdiction des techniques policières d'immobilisation mortelle,
- abrogation de la loi de sécurité publique qui permet aux policiers d'utiliser leurs pistolets sans justifier leurs tirs,
- fin des contrôles au faciès, du harcèlement policier (amendes et PV abusifs),
- non à l'état d'urgence et aux lois d'exception.

RÉGULARISATION, BIENVENUE INCONDITIONNELLE AUX MIGRANT.ES

- ouverture des frontières,
- liberté de circuler et de s'installer,
- arrêt des pratiques systématiques de harcèlement et d'humiliation (gazage, tentes lacérées, expulsions immédiates de tous lieux occupés par les sans-papiers),
- logement, formation, soins pour tous,
- fin des rafles et des éloignements forcés,
- non à l'application des accords de Dublin,
- abandon du projet de loi Collomb-Macron visant à éliminer toute possibilité d'existence pour un sans-papier en France.

NON A LA DISCRIMINATION RACIALE ET CULTURELLE

- égalité des droits dans l'accès au logement avec ou sans papier, l'emploi, la retraite, la formation et la santé,
- droit des immigré.e.s à un logement décent, qu'il soit individuel ou collectif,
- droit inconditionnel à l'hébergement stable avec ou sans papiers,
- droit entier à la vie privée, droit d'héberger, droit de pouvoir maintenir ses pratiques culturelles de solidarité et d'entraide dans les foyers et résidences,
- droit des immigré.e.s âgé.e.s de faire des allers-retours selon leur volonté au pays d'origine sans perdre leurs droits en France,
- abrogation de la loi du 15 mars 2004 et de toutes les mesures islamophobes.